

## Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012

« Notre vision de l'ODMAC est la suivante : un réseau professionnel de pairs, les directeurs de musées et de galeries d'art, qui enrichit les connaissances et renforce l'expertise de ses membres, qui a une importance d'envergure nationale et qui se veut une organisation informée et pertinente, un forum dynamique en constante évolution qui favorise le dialogue entre ses membres. »

- Stephen Borys, vice-président, lors de la présentation du Plan stratégique 2012-2015

« Le budget du Conseil n'a pas changé cette année, mais cela ne signifie pas que le niveau de financement sera le même pour tous au cours des trois prochaines années. Le Conseil doit démontrer qu'il y a une évolution. Les jurys seront à la recherche de signes d'une évolution, d'éléments qui, même s'ils sont à l'état brut, laissent imaginer de nouvelles possibilités, révèlent une certaine vitalité. »

- Doug Sigurdson, directeur du Service des arts visuels, Conseil des Arts du Canada

« J'en ai été témoin. Vous réunissez des gens d'affaires de différents pays avec des Canadiens et la conversation porte très souvent sur le hockey, mais aussi peut-être sur les artistes de Vancouver. L'art contemporain a sa place dans les échanges interpersonnels. Les gens d'affaires canadiens doivent donc connaître nos artistes qui ont du succès à l'étranger. Le secteur public peut très certainement aider le secteur privé à atteindre cet objectif. »

- Ian Wallace, groupe d'experts sur le travail à l'international

« Il faut élargir la discussion et déterminer si nous voulons améliorer les conditions de vie des artistes ou amener tous les Canadiens à collectionner et à aimer l'art... Si nous voulons être traités comme un secteur de l'économie, nous devons agir et parler de nous en conséquence. Nous devons examiner la situation sous l'angle de l'offre et de la demande, de la confiance des consommateurs, de la vigueur du marché. »

- Josephine Mills, présidente de l'ODMAC, séance sur les aspects économiques de l'art

« Nous devons être proactifs en matière de collaboration; y voir des occasions de renforcement et ne pas la craindre; les collaborations devraient renforcer l'expertise et du coup, servir stratégiquement à renforcer les organisations. »

« Le plaidoyer repose sur trois éléments déterminants : le rôle de l'art, le rôle des institutions publiques et les politiques publiques, y compris les questions telles que le droit d'auteur. »

- Robin Metcalfe, lors de la discussion du groupe de travail sur le leadership

## Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012

Les notes qui suivent tentent de donner un aperçu et de présenter certains faits saillants des excellentes présentations et des discussions animées de la réunion du printemps. Des rapports plus détaillés sur les diverses séances seront affichés sur le site Web de l'ODMAC au fur et à mesure qu'ils seront rédigés. – R.L.

3 mai

1. Doug Sigurdson – sur le financement fixe du Conseil des Arts du Canada; les évaluations dans le prochain cycle de financement de trois ans; et la nécessité de plaider en faveur du budget attribué à la section des arts visuels.
2. Séances sur des sujets spéciaux:
  - l'économie de l'art
  - les questions régionales
  - le financement
3. Débat de spécialistes sur le thème « Travailler sur la scène internationale dans le climat mondial actuel »

4 mai

4. Adoption du Plan stratégique
5. Groupes de travail ayant participé à la planification stratégique
  - mobilisation des membres
  - pratiques exemplaires
  - leadership
6. Discussion avec Mela Constantanidi sur les expositions itinérantes
7. Assemblée générale annuelle, rapports des groupes de travail

### 1. Doug Sigurdson sur les prochaines demandes de financement de trois ans au Conseil

Sous l'influence du gouvernement actuel, une nouvelle orientation s'établit au Conseil et porte sur des résultats démontrables. « Il y a maintenant un nouveau langage au Conseil et on parle de gestion par objectifs, de stratégie et d'indicateurs de la performance. Le conseil d'administration doit évaluer toutes les activités du Conseil et montrer des résultats, des économies de coût, un plus grand accès au marché, etc. »

Cela signifie que les jurys ne seront pas à la recherche des mêmes éléments que par le passé. Le budget du Conseil n'a pas changé cette année, mais le Conseil doit démontrer qu'il y a une évolution. Les jurys seront à la recherche de signes d'une évolution, d'éléments qui, même s'ils sont à l'état brut, laissent imaginer de nouvelles possibilités, révèlent une certaine vitalité.

En réponse aux questions qui ont été posées :

## **Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012**

La « mobilisation du public » est une priorité pour le Conseil, mais il n'y a pas de critères pour la mesurer. Il est difficile de la définir : les institutions existent parce que les communautés imaginent qu'elles existent, comme les arènes ou les symphonies.

En ce qui a trait à la nouvelle technologie, l'essentiel est de déterminer dans quelle mesure un musée d'art s'engage dans les changements technologiques qui s'opèrent autour de nous.

En ce qui a trait au programme, il appartient aux conservateurs des musées de se démarquer et de briller.

En conclusion, pour revenir aux commentaires du mot d'ouverture sur la popularité croissante des arts visuels qui font maintenant concurrence au théâtre, par exemple, il a été souligné que la section des arts visuels reçoit moins que d'autres sections, toutes proportions gardées, et qu'il est peut-être temps de voir auprès du Conseil s'il y a un certain mouvement à ce sujet également.

### **2. Séances sur des sujets spéciaux**

#### **L'économie de l'art**

**Animée par Josephine Mills et Gabrielle Peacock**

Ce sujet est l'un des trois sujets identifiés comme prioritaires pour le secteur des arts visuels lors du colloque de Kingston organisé par l'Alliance des arts visuels en septembre dernier. L'idée est d'amener tous les intervenants du secteur des arts visuels à considérer le secteur dans une perspective élargie. Il faut discuter plus à fond de la question de savoir si nous voulons améliorer les conditions de vie des artistes ou si nous voulons nous assurer que tous les Canadiens collectionnent et aiment l'art.

Après le colloque de Kingston, il y a eu une rencontre sur l'aspect économique de l'art en mars dernier, à Toronto, au cours de laquelle différents points de vue ont été exprimés.

Parmi les questions sur lesquelles nous nous penchons, figure le choix des termes. Nous utilisons les mots économie et marché. Il faudrait mettre l'accent sur les façons de créer un marché sain. Nous nous posons donc les questions suivantes :

Quels seraient les indicateurs d'un marché sain?  
Que peuvent faire les musées?  
Que peut faire l'Alliance des arts visuels?

D'après les conversations que nous avons eues jusqu'à maintenant, il semble que le manque de transparence pose problème.

Si nous voulons être traités comme un secteur de l'économie, nous devons agir et parler de nous en conséquence.

Nous devons examiner la situation sous l'angle de l'offre et de la demande, de la confiance des consommateurs, de la vigueur du marché.

Autre élément essentiel : une meilleure information; l'accès aux données. Les questions qui se posent ici ont trait au type de données, à l'entité qui les recueillera, aux modes de collecte de données, etc. Par exemple, l'ODMAC devrait-elle commander des sondages auprès des membres?

## **Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012**

### **Question d'ordre régional**

**Animée par Jennifer Woodbury et Darrin Martens (avec la participation de Catharine Mastin)**

Le régionalisme n'est pas tant une question de nature géographique que contextuelle; même les plus grandes institutions travaillent au sein de « la région » des uns et des autres. Comment ces identifications régionales influent-elles sur le mode de collaboration des organisations ou leurs façons de travailler collectivement? Comment collaborons-nous avec d'autres tout en protégeant les meilleurs intérêts de nos propres organisations?

Nous devons être proactifs en matière de collaboration; y voir des occasions de renforcement et ne pas la craindre; les collaborations devraient renforcer l'expertise et du coup, servir à renforcer stratégiquement les organisations.

Les hypothèses relatives au professionnalisme et aux collaborateurs sont souvent basées sur des questions de géographie; plus la communauté est plus petite et plus elle est éloignée, plus le professionnalisme du personnel et la qualité du programme sont mis en doute. La qualité du programme a son importance dans les plus petites communautés qui comptent peu d'artistes qui travaillent selon les normes les plus élevées.

Les défis économiques d'aujourd'hui créent une pression pour collaborer, ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose.

Il est difficile pour les plus petites institutions de collaborer avec les plus grandes, parce que celles-ci ont une bonne longueur d'avance. Elles ont de plus grands réseaux à l'échelle nationale et internationale, mais malgré cela, elles ne présentent pas d'expositions itinérantes. Les grandes institutions peuvent ici être considérées comme des institutions « régionales » par les institutions des plus grands centres urbains.

Initiatives possibles :

- créer un forum chargé d'examiner les expositions que nous avons et de voir comment travailler ensemble à partir de ces expositions;
- examiner les expositions synchronisées autour de mêmes thèmes (p. ex., le projet du Groupe des 7 de l'OAAG);
- chercher des solutions de rechange comme la programmation en ligne qui pourrait avoir une plus grande portée et conserver les investissements en expositions.

### **Le financement dans le climat économique actuel**

**Animée par Shirley Madill et Tony Luppino**

Parmi les sujets abordés :

Nous devons adopter une nouvelle approche à la philanthropie, parce que l'ancienne ne fonctionne pas. Il est essentiel d'établir des liens et de réseauter avec des personnes qui sont proches du milieu financier et qui peuvent « vendre » les galeries.

Il faut déployer un gros effort de sensibilisation sur les avantages des galeries d'art.

Peut-on faire plus pour les membres que de leur accorder des rabais?

La nature de nos messages marketing est essentielle – il faut absolument mener des campagnes de sensibilisation.

La vente d'événements spéciaux requiert des approches différentes – les commanditaires veulent savoir

## Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012

à quoi iront vraiment les montants investis.

La question que nous nous posons est la suivante : Que veulent les entreprises aujourd'hui?

### 3. Débat de spécialistes : « Travailler sur la scène internationale dans le climat mondial actuel » Animé par Nigel Prince, avec la participation de Louise Déry, Stephen Waddell, Ian Wallace et Scott Watson (Kathleen Bartels a été invitée et a dû décliner l'invitation à regret)

Louise Déry :

Où est la scène internationale de l'art aujourd'hui? Elle pourrait être limitée, par exemple à New York, à Londres ou à une quinzaine d'artistes, peu importe où dans le monde. Y a-t-il une scène internationale ici? Oui, chaque fois que quelqu'un de l'étranger est amené ici. Le « Canada » n'existe plus. Vrai ou faux? Un certain exotisme s'est perdu ou est de plus en plus rare. D'autres petits pays ne produisent pas nécessairement d'artistes du « jet set » eux non plus. Les défis sont les mêmes pour les grandes institutions que pour les petites. La question qui se pose est toujours la même. Où est l'ambition? Que faisons-nous pour donner aux artistes une expérience internationale? Dans des pays comme le Tibet ou le Pakistan, par exemple, l'art contemporain a un cachet différent / un certain sens de l'importance.

Stephen Waddell :

Pour un artiste, ce qui compte le plus, ce n'est pas l'exposition, mais la production. C'est pourquoi les programmes de résidence sont si importants. Il est important de rester en dehors des institutions, mais il est très risqué pour les artistes de travailler sans appuis. Le Canada est un bon endroit pour les artistes, parce qu'on peut y présenter des expositions qui ne le seraient pas ailleurs.

Scott Watson :

Nous ne verrons jamais apparaître au Canada un engouement comme celui qui se produit actuellement pour l'art cubain ou l'art suédois parce que l'art canadien n'a pas de cohérence comme celle que l'on trouve dans ces pays. Même des nations plus anciennes, comme la France et l'Italie, n'ont plus une telle cohérence. Le projet de « l'art canadien » n'est plus possible, pas seulement ici, mais n'importe où. Nous nous préoccuons trop de l'international. Cela peut arriver n'importe où. Nous faisons également trop peu de ce qui est nécessaire pour opérer à un niveau mondial (mentionnons la rétrospective Stan Douglas en Allemagne qui a occupé 34 galeries dans deux institutions). À quoi pouvons-nous nous attendre avec si peu de soutien, p. ex., si l'on se compare à la France où le budget de la culture est de 24 milliards \$?

Ian Wallace :

L'art est un méta langage mondial. Cette idée surprend les gens parce que les avant-gardes ont été mystifiés de sorte que les gens croient qu'il ne s'agit que d'un « truc vraiment dingue » qui n'a aucune incidence. Une fois que vous avez attiré l'attention à l'étranger ou aux États-Unis, peu importe d'où vous venez. Il peut se produire un genre de colonialisme inverse : un jeune artiste de Vancouver qui fait quelque chose en Allemagne : la langue de la périphérie est ramenée au centre. L'antipode de la situation internationale est la situation personnelle; la langue parlée devant un vaste public demeure enracinée dans la personne; toute œuvre authentique doit être authentique en elle-même.

Discussion :

Il est intéressant de constater que les artistes pensent de manière indépendante alors que les institutions pensent en termes de marchés et de réseaux. Nous entendons cet argument partout. Personne n'est satisfait du soutien institutionnel. Nous pourrions peut-être nous demander quels sont les projets culturels

## **Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012**

que nous souhaitons appuyer. Il est par ailleurs intéressant de remarquer que le titre de la séance ne comprenait pas le mot « Canada ».

### **4. Adoption du Plan stratégique**

Présenté par Stephen Borys

Proposé par Matthew Teitelbaum

Appuyé par Carol Podedworny

Adopté à l'unanimité

### **5. Groupes de travail ayant participé à la planification stratégique**

Les résumés de ces rencontres ont été présentés pendant l'AGA. D'autres points sont présentés ci-dessous.

### **6. Discussion : Mela Constantinidi : Évaluer la situation des expositions itinérantes d'art contemporain / la consultation commandée par le Conseil des Arts du Canada.**

Le but de cette étude est d'examiner la situation des expositions itinérantes et de voir quelles sont les tendances et quel a été l'impact de la fin de certains programmes fédéraux. Le Conseil est à la recherche de galeries qui font partie du programme de financement triennal. La section des arts visuels ne dit pas que cette recherche donnera lieu à un financement spécial, mais qu'il y aura de bons arguments pour faire la distinction entre les arts visuels et les musées au moment d'apporter une aide.

Commentaires/discussion :

Nous avons besoin d'un certain centre d'échanges, d'un lieu dédié, peut-être par l'entremise des médias électroniques, où nous pourrions déposer nos renseignements, échanger de l'information et centraliser l'information sur les expositions itinérantes.

Non. Nous avons déjà les moyens, par le biais du site de l'ODMAC et du serveur de liste de diffusion de faire circuler l'information et de s'assurer que nos collègues sont au courant des expositions que nous désirons rendre itinérantes. Le vrai problème, c'est l'argent. Patrimoine Canada a réellement tiré une ligne entre les œuvres historiques et les œuvres contemporaines.

Il y a une fausse barrière entre l'art historique et l'art contemporain. Nous voyons de plus en plus d'expositions qui comportent des œuvres contemporaines et des œuvres historiques. Il y a lieu de repenser le soutien pour qu'il réponde aux pratiques en cours, et miser sur une plus grande flexibilité dans le futur.

Le marché américain des expositions itinérantes est assez différent. Ici, l'échelle est plus petite. Nous devons développer des façons stratégiques pour voir ce que cela suppose exactement, et être ainsi en mesure de foncer. Les droits d'exposition aux États-Unis peuvent être énormes, des milliers de dollars pour un tableau ou une exposition d'un groupe, et il peut être extrêmement difficile d'en retirer une valeur d'égale importance.

Les exigences relatives aux rétrospectives ne sont pas viables : 90 % des œuvres sont dans des collections privées. Pourquoi ne peut-on considérer qu'un artiste possède sa propre collection privée? Par ailleurs, on dit que le terme « collection » appartient aux gens qui travaillent dans des bureaux et qui sont déconnectés de la réalité. Votre rapport doit tenir compte de questions comme celles-ci. Et aussi de

## **Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012**

questions comme les honoraires des artistes. Les États-Unis ne paient pas d'honoraires aux artistes, mais nous devons continuer de plaider en faveur de tels honoraires dans le cadre de toute initiative que nous y entreprenons.

Mela : Mon étude m'a permis d'observer le travail que font les galeries publiques en matière d'éducation et d'apprentissage. Les anciennes façons de visiter sont révolues. Il y a des projets fantastiques et des liens avec les écoles et les communautés. Il y a un contexte élargi de partage d'œuvres d'art et de partage avec des artistes. Cela est si important. Il faut en tenir compte, il faut voir les musées d'un point de vue plus global.

Ce qui définit une bonne galerie, c'est sa capacité d'organiser des expositions qui peuvent voyager. Ce qui définit une mauvaise galerie? Celle qui accueille les expositions des autres. Maintenant, la plupart des galeries font très attention à ce qu'elles empruntent – elles s'attardent attentivement à la pertinence pour leurs communautés et leur milieu. Présenter une exposition en itinérance n'est pas donné : quelque chose s'en va ailleurs et s'en trouve déraciné. L'emprunt d'expositions risque moins de manquer de pertinence. Parfois, les expositions empruntées ont du sens.

### **7. Assemblée générale annuelle – Michael Ames Theatre**

#### **Planification stratégique : rapports des réunions des groupes de travail en avant-midi**

##### **Groupe de travail sur la mobilisation des membres**

**Janet Brooke**

À la réunion de novembre 2011, un moratoire temporaire a été instauré sur l'adhésion. Les questions suivantes ont été transmises à un sous-comité :

1. Quelle est la définition optimale d'un musée/d'une galerie d'art sur laquelle nous nous entendons aux fins de l'adhésion. Dans quelle mesure cette définition doit-elle être large ou étroite?
2. L'exigence relative à un budget d'exploitation minimum de 250 000 \$ est-elle toujours appropriée? Devrait-on augmenter ce seuil qui n'a pas changé depuis peut-être 1982? Devrait-on remplacer cette exigence par une autre ayant trait, par exemple, à la programmation?
3. Comment traiter les membres irréguliers? Y a-t-il une meilleure façon de soutenir leur participation? Devraient-ils bénéficier d'une clause grand-père en vertu de n'importe quel nouveau critère?
4. Comme il est de plus en plus complexe de définir les musées et galeries, comment pouvons-nous raisonnablement établir des limites qui traduisent ces dimensions tout en maintenant notre voix claire, notre force et notre solidarité?
5. Est-ce que les règlements administratifs actuels rendent bien compte de ce qu'est l'ODMAC?

Les conclusions les plus importantes découlant de la discussion du groupe de travail en matinée ont été les suivantes :

il est nécessaire d'adopter une définition plus large du musée et de la galerie; cela a fait l'objet d'un consensus général au sein du groupe;

le budget d'exploitation minimum requis devrait être porté à 350 000 \$ pour refléter les valeurs, la similarité des intérêts et la taille de l'organisation.

##### **Groupe de travail sur le leadership**

**Peter Thompson**

## Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012

Le groupe de travail a poursuivi les discussions commencées en novembre dernier.

La question fondamentale qui se pose est la suivante. En faveur de quoi plaidons-nous? Le plaidoyer est une question d'importance pour tout le monde. Nous avons donc d'abord déterminé trois objectifs :

1. Plaider en faveur du rôle de l'art
2. Plaider en faveur du rôle des institutions publiques comme les nôtres
3. Plaider en faveur de politiques publiques qui ont des incidences particulières en ce qui a trait aux arts.

Nous devons nous considérer nous-mêmes au sein d'une écologie des arts plus générale.

Nous avons consacré la matinée à examiner la meilleure façon de procéder et nous avons lancé des idées sur les questions qui doivent être abordées. Plutôt que d'en faire le tour dès maintenant, nous vous les enverrons par courriel.

### **Groupe de travail sur les pratiques exemplaires Stephen Borys et Shauna McCabe**

Nous aimerions créer un recueil de pratiques exemplaires et d'énoncés de valeurs approuvés par l'ODMAC.

Il y a cinq domaines – clauses et idées utiles pour différentes situations, différentes idées, différents contenus :

1. code de déontologie et politique relative à la pratique professionnelle
2. éthique et lignes directrices à l'intention des membres du conseil d'administration d'un musée
3. protocole muséal administrateur-artiste (niveau le plus élevé)
4. énoncé concernant la photographie de visiteurs dans les galeries
5. politique concernant les plus grandes collections, modèle de politiques relatives aux collections

L'idée, c'est de créer un sceau d'approbation ODMAC.

Le défi, c'est de créer des documents utiles pour tous les membres, à cause de la diversité des institutions.

Ce serait une bonne idée d'en discuter avec des analystes, qu'ils soient du domaine muséal ou autre, pour avoir une vue générale de ce qui pourrait constituer les documents et politiques de l'ODMAC.

Nous avons identifié certaines personnes au sein du groupe de travail pour examiner des modèles, certaines institutions plus didactiques, dans le but de commencer à fonder une bibliothèque.

Discussion : Nous devrions nous pencher sur la question de censure et d'autres questions du genre. Pour mieux définir la relation de travail avec des artistes de plus grand calibre, nous devrions nous pencher sur l'élaboration de protocoles pour les nouveaux directeurs, etc., un énoncé qui indiquerait à des tiers comment nous traitons les artistes avec respect, et de manière convenable, comment nos conservateurs travaillent avec les artistes, comment nos conseils d'administration travaillent avec les artistes. Tout cela pourrait être indiqué dans le code de pratique professionnelle.

Il n'existe pas de document de ce genre ailleurs que dans les guides de déontologie des musées. Nous voulons un document qui s'adresse spécifiquement à un directeur et à d'autres personnes, ainsi qu'aux



## **Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012**

artistes. Un document instructif et utile lorsqu'on s'adresse aux employés, aux membres des conseils d'administration et aux artistes.

### **Rapport de la présidente**

Josephine Mills mentionne que ce fut une excellente année pour elle et pour l'ODMAC. Il a été parfois difficile, mais très stimulant de travailler au plan stratégique. Nous avons eu parfois des divergences sur les points importants et il a été essentiel de les aplanir.

Parmi les priorités :

- Les critères d'adhésion – qui n'ont pas été revus depuis des décennies.
- Le plaidoyer – il est important de poser des gestes efficaces et proactifs, mais il est difficile de bien saisir ce qu'il faudrait faire et ce qu'il est possible de faire.
- Remettre l'emphase sur ce qu'est une organisation « axée sur ses membres ». Pendant la courte période où nous avons reçu du financement du Conseil des Arts, nous avons réalisé qu'il n'était pas sain ou possible de n'avoir qu'une administration centrale. C'est d'ailleurs une question sur laquelle se penchera le groupe de travail sur la viabilité.
- Nous sommes une organisation à adhésion volontaire et le gros du travail est fait par des bénévoles. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que le directeur général accomplisse tout le travail. Nous considérons que les gens sont capables de faire avancer les dossiers dont ils veulent discuter.

À venir :

- Le conseil d'administration travaillera sur le plan de viabilité, incluant la revue des règlements administratifs et la présidente collaborera avec le groupe d'écologie des arts visuels de l'Alliance des arts visuels.

### **Rapport du trésorier**

Peter Thompson présente les états financiers de 2011 et le budget de 2012 et invite l'assemblée à proposer deux motions :

Motion pour accepter les états financiers du 31 décembre 2011  
Proposé par Nemiroff, appuyé par Tupper. Aucune opposition.

Motion pour nommer Ray Folkins CGA comme vérificateur pour l'exercice 2012  
Proposé par Brooke, appuyé par Eichhorn. Aucune opposition.

### **Rapport du directeur général**

Plutôt que de lire son rapport qui était inclus aux documents de la réunion, Robert Labossiere présente un diaporama PowerPoint de courtes citations provenant de procès-verbaux et d'autres documents des archives de l'ODMAC pour illustrer la récurrence de certains thèmes et dossiers. Il conclut en demandant aux membres de vérifier s'ils possèdent des documents plus anciens de l'ODMAC et, le cas échéant, de les lui envoyer dans le but de contribuer à dresser l'histoire de l'organisation.

Matthew Tietelbaum remercie la présidente et le vice-président pour leur travail dans le dossier du plan stratégique et pour leur extraordinaire leadership. « C'est un grand moment pour l'ODMAC », dit-il.

**Faits saillants de la réunion et AGA du printemps tenue à Vancouver, les 3 et 4 mai 2012**

La présidente remercie les personnes présentes et demande une motion pour lever la séance. Proposé par Peter Thompson de lever la séance. Aucune opposition.